

AIDEZ-NOUS À METTRE FIN AUX MARIAGES D'ENFANTS !



Aujourd'hui, dans le monde, une jeune fille sur quatre est mariée avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans. **Le mariage d'enfants constitue une violation à grande échelle des droits fondamentaux et un obstacle majeur au développement durable.** Si garçons et filles sont concernés, ces dernières restent touchées par cette pratique de manière disproportionnée. En effet, la part des garçons victimes de ce phénomène ne représente qu'un cinquième environ du nombre de filles mariées pendant leur enfance. Actuellement, près de 750 millions de filles et femmes à travers le monde sont devenues des épouses avant leur majorité, et si les tendances actuelles se poursuivent, ce chiffre n'accusera aucune baisse jusqu'à 2030¹.

Le mariage précoce prive les filles de leur enfance, leur vole toute chance de décider de leur propre avenir, et représente une grave menace pour leur santé ; autant de facteurs qui auront à leur tour des conséquences sur leurs enfants, leur famille et leur communauté. Mettre un terme aux mariages d'enfants est donc essentiel, tant pour permettre à des millions d'adolescentes d'avoir une vie meilleure et d'exploiter pleinement leur potentiel que pour améliorer la santé maternelle et infantile dans le monde.

La volonté politique et sociale de mettre fin aux mariages d'enfants est plus forte que jamais. En effet, les objectifs de développement durable incluent une cible spécifiquement consacrée à l'élimination des mariages d'enfants, précoces ou forcés et d'autres pratiques préjudiciables, un combat reconnu comme fondamental pour faire progresser l'égalité des sexes et les droits des femmes et des filles. Cette volonté politique est d'autant plus forte qu'elle bénéficie du soutien de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil des droits de l'homme condamnant ces pratiques.

Dans ce contexte, **l'UNFPA et l'UNICEF ont lancé en 2016 le Programme mondial pour accélérer l'action contre le mariage d'enfants.** Cette initiative prévoit une stratégie sur 15 ans visant, d'une part, à promouvoir le droit des filles à

ne se marier qu'après l'âge de 18 ans tout en s'attaquant aux causes sous-jacentes qui perpétuent ce phénomène et, d'autre part, à apporter une aide aux jeunes filles déjà mariées. Ainsi ce programme conjoint, mis en œuvre en partenariat avec les gouvernements et la société civile, a-t-il pour vocation de traduire les engagements en actions tangibles de sorte à mettre un terme aux mariages d'enfants et transformer la vie de millions de filles. Pour ce faire, cinq stratégies éprouvées ont été déployées, consistant à :

- développer les compétences et les connaissances des filles susceptibles d'être mariées pendant leur enfance ;
- inciter les familles à faire preuve d'attitudes bienveillantes à l'égard des adolescentes ;
- renforcer les dispositifs qui fournissent des services aux adolescentes ;
- faire en sorte que la législation et les politiques mises en œuvre protègent et promeuvent les droits des adolescentes ;
- générer et utiliser des données solides pour éclairer la conception des programmes et politiques relatifs aux adolescentes.

Forts de partenariats solides et d'une grande expertise grâce à leur présence bien établie dans les pays, l'UNICEF et l'UNFPA sont à même de garantir des services transsectoriels de prévention, de protection et de soins à destination des filles risquant d'être mariées ou déjà mariées.

Depuis son lancement, le Programme est soutenu par un certain nombre de personnalités influentes et de décideurs, qu'il s'agisse de responsables internationaux et régionaux, de chefs d'État ou de simples citoyens. Par ailleurs, des partenariats fondamentaux pour parvenir à des résultats sur le terrain ainsi qu'à des changements tangibles sont en passe d'être noués, notamment avec des organismes régionaux tels que l'Union africaine, avec la société civile comme le réseau mondial *Girls Not Brides* (Filles, Pas Épouses) ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales, des organisations confessionnelles, le milieu universitaire et le secteur privé.

¹ Bases de données mondiales de l'UNICEF, juillet 2017.



Le Programme mondial concentre surtout ses efforts sur les adolescentes âgées de 10 à 19 ans susceptibles d'être mariées ou déjà mariées et vivant dans douze pays durement touchés par le mariage d'enfants, à savoir : le Bangladesh, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, l'Inde, le Mozambique, le Népal, le Niger, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Yémen et la Zambie.

DES PREMIERS RÉSULTATS ENCOURAGEANTS

En 2016, plus d'un million de filles et 1,7 million de membres de communautés locales en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud ont ainsi pu bénéficier de services et recevoir des informations visant à mettre fin aux mariages d'enfants. Sept des douze pays concernés ont élaboré des stratégies nationales pour lutter contre cette pratique, parmi lesquelles trois ont fait l'objet d'un chiffrage. Parmi les grandes actions menées par les pays bénéficiaires du programme, citons les suivantes :

Sierra Leone :

Le Programme mondial a mobilisé chefs religieux et traditionnels pour qu'ils contribuent à la lutte contre les grossesses d'adolescentes et le mariage d'enfants en incitant écoles et communautés à soutenir l'autonomisation des adolescentes. À la suite de cette action, 5 000 filles ont été rescolarisées.

Burkina Faso :

Encourager l'éducation des filles via la sensibilisation des communautés locales, l'octroi de bourses scolaires, la mise à disposition de vélos et de kits d'apprentissage s'est révélé être une méthode efficace pour prévenir les mariages d'enfants. Le Ministère de l'éducation burkinabé a par ailleurs financé la formation de 43 000 enseignants à l'approche d'écoles amies des enfants, une méthode ayant pour objectif d'améliorer la qualité de l'éducation.

Niger :

Le programme Ilimin a atteint plus de 25 000 filles. En comparaison avec la moyenne nationale, les jeunes filles ayant participé au programme ont déclaré vouloir se marier et être mère plus tard, et avoir moins d'enfants.

Éthiopie :

Plus de 51 000 filles ont bénéficié d'interventions visant à favoriser le maintien de la scolarisation des filles et à améliorer leurs résultats. Ces actions incluaient notamment le renforcement et la multiplication des clubs de filles ainsi que le renforcement des systèmes de conseil et de formation des professeurs en matière de santé sexuelle et procréative, de violences sexistes et de mariage d'enfants.

Inde :

Une série ludoéducative multiplateforme diffusée entre octobre et décembre 2016 a permis d'informer 2,8 millions de personnes sur des problématiques sociales et en particulier sur le mariage d'enfants.

Népal :

Le « Sommet des Filles du Népal » organisé par le Gouvernement népalais a eu trois répercussions majeures au sein du pays : l'engagement, par le Président, d'allouer un budget de 500 000 dollars É.-U. à des interventions visant à mettre fin au mariage d'enfants et à soutenir l'autonomisation des adolescentes ; la ratification par la Chambre des représentants de la Stratégie nationale de lutte contre le mariage précoce ; et l'établissement d'un comité de pilotage interministériel dédié à cette stratégie.

Ghana :

Un cadre politique et stratégique national relatif à la santé des adolescents a été mis en place pour répondre aux besoins des filles susceptibles d'être mariées pendant leur enfance et des filles déjà mariées.

Ouganda :

Une stratégie nationale pour mettre fin aux mariages précoces et aux grossesses d'adolescentes a été déployée dans 30 districts ougandais. Par ailleurs, 51 districts supplémentaires ont alloué des fonds pour la mise en œuvre de plans d'action contre les mariages d'enfants.

Zambie :

Le Programme mondial a collaboré avec 910 chefs traditionnels zambiens pour qu'ils participent à l'évolution des normes de genre en lien avec le mariage d'enfants, qu'ils endossent le rôle d'agents du changement et soient en mesure de renvoyer vers les services compétentes les filles et les garçons susceptibles d'être mariés pendant leur enfance.

Mozambique :

Les messages de prévention sur le mariage d'enfants, diffusés via le feuillet radio, *Duro Negro*, ont atteint près d'un million de personnes. Plus de 35 000 adolescents ont participé à un programme de messagerie texte intitulé « SMS Biz ». Entièrement gérée par des jeunes, cette initiative vise à promouvoir les conseils aux adolescents en matière de santé sexuelle et procréative et notamment de mariage précoce, et à favoriser leur investissement dans ces problématiques.

Yémen :

Les actions sociales et les systèmes de gestion des dossiers ont été renforcés dans six gouvernorats de sorte à pouvoir identifier les enfants risquant d'être mariés ou déjà mariés et répondre aux différentes situations associées.

Bangladesh :

Près de 100 000 adolescents ont pu apprendre à lire, à écrire et à compter et acquérir les compétences nécessaires à la vie quotidienne par le biais d'une initiative qui s'est révélée si efficace que le Gouvernement bangladais a accepté de déployer 5 000 nouveaux clubs d'adolescents à travers le pays.

#ENDChildMarriage

Pour de plus amples informations sur le Programme conjoint, consultez le site www.unicef.org/end-child-marriage (en anglais) ou contactez Nankali Maksud, coordinatrice du Programme mondial, à l'adresse suivante : nmaksud@unicef.org